

La révolution politique

1. Le point de départ : l'analyse de la dégénérescence

Dans le cadre de l'État ouvrier instauré en URSS à partir d'octobre 1917, Léon Trotski a analysé minutieusement et suivi pas à pas la dégénérescence bureaucratique. Il l'a étudiée comme un processus historique, au sein duquel apparaissent des changements qualitatifs impliquant des tâches nouvelles.

En 1935, Trotski corrige la signification de la notion de thermidor, qu'il avait utilisée jusque-là comme analogie (en référence à la Révolution française), et qui avait fait l'objet de vives controverses au sein de l'Opposition de gauche. Dès 1926, le groupe dit « centralisme démocratique » considérait que thermidor était consommé et en tirait des conclusions logiques quant à la nécessité d'un nouveau parti.

Avec le recul, Trotski considère qu'il avait raison contre ce courant, dans la mesure où les tests décisifs ne sont venus que bien plus tard. Mais il reconnaît avoir utilisé la notion de thermidor pour désigner un changement qualitatif plutôt que pour caractériser un processus. Or, thermidor n'est pas, y compris dans la Révolution française, une contre-révolution sociale. Le pouvoir politique ne passe pas d'une classe à une autre, de la bourgeoisie à l'aristocratie. Il ne s'agit pas d'une restauration, mais d'un déplacement du centre de gravité et d'une transformation dans l'exercice du pouvoir politique par une même classe.

Cette précision apportée, Trotski souligne que le processus thermidorien, s'il n'aboutit qu'en 1933, a commencé bien plus tôt : « 1924 : voilà l'année du commencement du thermidor

soviétique. » Si ce commencement de la dégénérescence ne met pas d'emblée à l'ordre du jour la nécessité d'une révolution politique, d'un renversement violent de la caste bureaucratique en voie de cristallisation, il n'en implique pas moins des tâches particulières de lutte contre la bureaucratisation pour l'opposition qui se constitue au sein du parti bolchevique.

Le processus de dégénérescence n'est en effet pas une marche régulière. Il connaît des développements et franchit des paliers : « Plus la bureaucratie deviendra indépendante, plus le pouvoir se concentrera dans les mains d'un seul individu, plus le centrisme bureaucratique se changera en bonapartisme. » Pour déterminer les seuils qualitatifs, il n'y a pas un critère unique et absolu, mais une combinaison concrète de critères : le degré de cristallisation des privilèges bureaucratiques, les rapports entre le parti, l'État et les classes, la politique internationale de la bureaucratie.

La Révolution trahie s'attache à étudier dans le détail quand et comment la bureaucratie s'est élevée au-dessus des masses et s'est cristallisée au point de devenir une force contre-révolutionnaire, définitivement contraire aux intérêts historiques du prolétariat mondial. Le fait qui marque pour Trotski le changement qualitatif est d'ordre politique : la faillite de l'Internationale communiste devant la victoire du nazisme en Allemagne. Mais cette faillite sur l'arène de la politique internationale exprime et condense une multiplicité de facteurs à l'œuvre dans les profondeurs de la société soviétique : effets de la collectivisation forcée, organisation disciplinaire du travail et apparition du travail forcé dans les camps sous contrôle du NKVD, vague de purges au sein du parti... Il doit être absolument clair, du point de vue de la méthode appliquée par Trotski, que le jugement sur le processus de dégénérescence ne

part pas d'un pronostic. Il repose autant que possible sur des critères objectifs – discutables, comme tout critère politique – mais objectifs.

« Il est évident, écrivait Trotski dès octobre 1930, que toutes ces possibilités et probabilités d'évolution vers le bonapartisme réduisent la vraisemblance de succès de la voie des réformes, mais les effets ne peuvent être mesurés à l'avance [...]. Nous restons sur la voie de la réforme. »

La politique de l'Opposition est alors pour lui celle de la réforme du système et du redressement du parti, par le biais d'une lutte organisée en son sein. Déjà considérablement déformé et gangrené par la bureaucratie, le parti continue à regrouper les forces vives de la classe ouvrière. Il n'a pas encore rompu ses liens historiques avec les masses pour se retourner contre elles et les plier sous le joug de l'appareil. Trotski reconnaît que des doutes sont permis sur les chances de succès de cette politique. Mais l'évolution de la situation dépend encore d'une quantité de variables nationales et internationales telles que personne ne peut prévoir tous les développements. Or, on ne trace pas une orientation à partir d'un pari sur l'avenir, d'un pronostic, mais sur la réalité actuelle des rapports entre classes.

Lorsqu'il considère, en 1933, que les tests décisifs se sont produits, Trotski confirme et répète la validité de la méthode : « Même si quelques-uns d'entre nous avaient depuis quelque temps la conviction que l'Internationale communiste était vouée à la faillite, il nous était impossible de nous proclamer nous-mêmes nouvelle Internationale. » Il fallait pour cela qu'interviennent de grands événements comparables à ceux qui, en août 1914, avaient démontré la faillite définitive de la II^e Internationale. Il fallait que l'épreuve de la pratique rende son verdict : « Nous avons toujours posé

cette question en fonction des grands événements historiques qui devaient soumettre le Komintern stalinien à un examen historique.»

En 1933, avec la victoire nazie en Allemagne et l'absence de réponse de l'Internationale communiste (IC), «les grands événements se sont produits»; «le 5 avril 1933, après la résolution de l'IC, nous aurions dû proclamer: l'IC est morte». Des camarades sont en droit de se demander si cette date de 1933, qui marque pour Trotski la nécessité de construire un nouveau parti, en URSS et à l'échelle internationale, marque également l'abandon de la notion de «centrisme bureaucratique» jusqu'alors appliquée pour caractériser la direction stalinienne, au profit de la notion de bonapartisme, conformément aux différences établies dans le texte déjà cité (???) *État ouvrier, thermidor et bonapartisme*.

Cette notion de centrisme bureaucratique désigne tout d'abord les traits communs à tous les courants politiques caractérisés par la notion de centrisme; l'oscillation entre les réformes et la révolution. À cette particularité près que la direction stalinienne est à la tête d'un État ouvrier et que ses oscillations se traduisent sur le terrain de la révolution mondiale à travers la courroie de transmission que constitue le Komintern stalinisé. À ces traits généraux, la notion de centrisme bureaucratique ajoute une donnée spécifique. Ce centrisme-là a une base matérielle: la caste bureaucratique en voie de cristallisation à travers l'exercice du pouvoir politique au sein de l'État ouvrier.

La politique de cette direction est celle des zigzags et des tournants brusques, au plan national et international: de la main tendue au koulak à la collectivisation forcée, de la dissolution des communistes dans le Kuomintang chinois à la ligne insurrectionnelle, classe

contre classe, de la «troisième période».

La direction «centriste bureaucratique» est encore liée aux forces révolutionnaires dont elle est issue. Elle ne s'est pas encore suffisamment hissée au-dessus des masses pour s'en émanciper. À la recherche permanente de son équilibre, elle s'appuie tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, donne des coups de barre brutaux. La contre-révolution bureaucratique n'étant pas consommée, l'impulsion de nouvelles conquêtes révolutionnaires n'est théoriquement pas exclue.

Il est factuellement vrai que Trotski utilise la notion de centrisme bureaucratique au-delà de 1933, jusqu'en 1935, c'est-à-dire au pacte Staline-Laval et au tournant vers les fronts populaires qui inaugurent à ses yeux une politique définitivement contre-révolutionnaire. Ce n'est qu'en 1937 qu'il renonce à la notion de centrisme bureaucratique. Dans une lettre à Jim Cannon, il écrit: «Sur l'arène internationale, le stalinisme n'est plus centriste, mais revêt la forme la plus brute d'opportunisme et de patriotisme social» (10 octobre 1937). Et, dans le texte de décembre 1937 sur l'Espagne, il répète: «Nous avons autrefois défini le stalinisme comme un centrisme bureaucratique [...]. Cette affirmation est actuellement dépassée. Les intérêts de la bureaucratie bonapartiste ne correspondent plus au caractère hybride du centrisme [...]. Le caractère contre-révolutionnaire du stalinisme sur l'arène mondiale est définitivement établi.»

On pourrait bien sûr discuter longuement sur ces notions qui n'ont pas un contenu rigoureusement déterminé. Mais ce qu'il importe de souligner ici, pour l'application ultérieure de la méthode, c'est que le test de 1933 met simultanément à l'ordre du jour pour Trotski la nécessité d'un nouveau parti, d'une nouvelle Internationale et la nécessité d'une révolution

politique pour renverser la bureaucratie au pouvoir en URSS. De nombreux textes et articles l'établissent irréfutablement.

2. Le contenu de la révolution politique

Il n'y a pas lieu de revenir ici sur les raisons pour lesquelles nous définissons la lutte pour le renversement de la bureaucratie comme une révolution politique et non comme une révolution sociale.

La révolution prolétarienne commence par la conquête du pouvoir politique d'État. Elle est ensuite consolidée par la transformation des rapports sociaux, à travers l'appropriation collective des moyens de production et la planification de l'économie.

Il y a dès lors une transformation radicale des rapports entre l'État et la société. Même bureaucratie, la planification de la production abolit la division entre État et société civile, privé et public, homme et citoyen. Elle remplace les «fatalités» de la concurrence, la «main invisible» du marché œuvrant dans le dos des travailleurs, par une mobilisation consciente des ressources matérielles et humaines. Ce n'est plus le Capital, en tant que plus-value accumulée, qui se dresse face aux exploités, mais l'État en tant qu'instance politique. Le plan exprime directement des choix politiques et sociaux: la part de l'industrie lourde, les objectifs de production d'engrais; les priorités budgétaires traduisent directement des choix sociaux et une tactique d'alliance. Si chômage il y a, il ne peut être imputé à une calamité naturelle dans les fluctuations de l'offre et de la demande, mais à une volonté délibérée ou à une incompétence des organismes du plan.

Cette fusion de la société et de l'État peut s'opérer de deux façons.

► Soit dans le sens annoncé par *L'État et la révolution*: celui du dépérissement de l'État,

de l'extinction progressive de ses fonctions séparées, c'est-à-dire de l'épanouissement de la démocratie socialiste la plus large pour tous ceux et toutes celles qui vivent de leur travail. ► Soit dans le sens d'une étatisation de la société, d'un contrôle étroit de tous ses rouages par le pouvoir politique. Trotski dit quelque part que Staline a remplacé la vieille formule « l'État c'est moi » par une version nouvelle : la société c'est moi. La remarque est pénétrante. C'est en effet le dernier mot de la bureaucratie, sa logique ultime. Dès lors que toute fonction sociale devient directement politique – la vie de famille comme la pédagogie scolaire, les résultats sportifs comme la délinquance mineure (tout délit de droit commun devenant un délit contre l'État) –, dès lors que le développement industriel est dicté non par le mécanisme du marché mais par une contrainte extra-économique, la négation de la démocratie ouvrière la plus libre concentre et ramasse entre les mains de l'appareil bureaucratique d'État le sort de toute la société.

La bureaucratie, au contraire de la bourgeoisie dont le pouvoir repose en dernière instance sur l'appropriation privée des moyens de production, détient son pouvoir du contrôle sans partage de l'appareil d'État. C'est pourquoi, face à une grève générale, la bourgeoisie peut faire le dos rond, accorder des élections libres, convoquer une constituante, et même perdre temporairement l'exercice du pouvoir gouvernemental : l'essentiel reste pour elle de sauvegarder les fondements de la propriété privée et les piliers répressifs de l'appareil d'État. La bureaucratie, en revanche, cherche à préserver son monopole politique au prix de concessions économiques précipitées.

Elle y est obligée précisément parce qu'elle ne constitue pas une classe à part entière, une classe dominante au sein d'un mode de pro-

duction spécifique, que certains ont voulu découvrir sous le titre de mode de production bureaucratique ou de mode de production étatique ^{7/}. D'où la fragilité de la bureaucratie, en dépit des apparences, et sa peur d'une classe ouvrière dont elle a usurpé le pouvoir, mais dont elle demeure en dernière instance partiellement dépendante.

Ce n'est donc pas par moralisme ou parti pris humaniste que nous considérons la dictature du prolétariat et la démocratie socialiste comme les deux versants indissociables de notre programme. La planification économique sans la démocratie ouvrière la plus large ne peut signifier à moyen terme que le déchaînement de l'arbitraire bureaucratique et du chaos économique, qui minent l'État ouvrier.

En réaffirmant que la dictature du prolétariat doit signifier en même temps une démocratie réelle inégalée pour la majorité écrasante de la population, nous nous plaçons dans la continuité du *Manifeste communiste* et de *L'État et la révolution*. Nous en revendiquons l'héritage. Précisons encore que la démocratie réelle dont il est ici question (par opposition aux libertés formelles bourgeoises) ne se limite pas à remplir les conditions matérielles d'une démocratie politique (accès aux moyens d'information, lutte contre les inégalités sociales, lieux de réunion, etc.). Elle doit s'exprimer pleinement sur le terrain des institutions, par épanouissement de la démocratie des producteurs associés et de ses différents organes, conseils, comités, associations...

Répétons encore une fois qu'il ne s'agit pas de définir une norme ou un idéal, en dehors de tout contexte historique. Le plan ne constitue pas une technique de gestion économique comme une autre. Il exprime des rapports sociaux, et seule la démocratie des producteurs associés peut à long terme remplacer le mar-

ché : dès lors que la production se diversifie, que les rapports entre biens de production et biens de consommation deviennent plus complexes, l'arbitraire des choix bureaucratiques, opérés en dehors de toute formulation collective des besoins, aboutit au gaspillage monstrueux, au gâchis, au démantèlement de l'économie.

Ces réalités, entrevues par Lénine à la veille de la conquête du pouvoir, sont devenues aujourd'hui d'une clarté aveuglante, après un demi-siècle de dictature stalinienne.

Trotski considère en 1933 que le processus thermidorien est achevé, la contre-révolution bureaucratique a triomphé. La nécessité d'une nouvelle révolution politique pour renverser la caste bureaucratique au pouvoir est nécessaire.

Dire que la dégénérescence bureaucratique est un processus commencé en 1924 et achevé en 1933, c'est dire que les tâches de lutte contre les déformations et les privilèges bureaucratiques ne commencent pas en 1933 avec l'appel à la révolution politique. Il n'est pas question d'attendre les bras croisés la victoire de la caste thermidorienne. Le programme de la lutte anti-bureaucratique se forge sur plusieurs années, déjà avec *Cours nouveau* en 1923, et surtout avec la plate-forme de l'Opposition de gauche de 1927, qui constitue une première ébauche de *La Révolution trahie* et formule déjà un programme détaillé. On y trouve au chapitre des revendications sociales :

« 1. Couper court à toute tentative d'allonger la journée de travail (défense des huit heures) [...]. 2. Une des premières tâches c'est d'augmenter les salaires, tout au moins en rapport avec le rendement industriel actuel [...]. 5. Il est nécessaire d'améliorer continuellement les conditions locatives des ouvriers [...]. 6. Les contrats collectifs doivent être réellement dis-

cutés et acceptés dans les assemblées ouvrières [...]. 7. Mettre sous le contrôle plus étroit des organisations syndicales et des ouvriers les bourses du travail, etc. [...]. »

Au chapitre concernant les syndicats sont avancées une série d'exigences allant toutes dans le sens d'une indépendance réelle des syndicats vis-à-vis de l'État et du parti :

« 5. Dans tous les congrès des syndicats industriels, dans tous les organes éligibles, la majorité doit être réservée aux ouvriers qui travaillent en usine [...]. 6. Il est inadmissible de déplacer d'un poste syndical élu des camarades pour des désaccords intérieurs au parti. 7. Il faut assurer la pleine indépendance des comités d'usine et des comités locaux vis-à-vis des administrations [...]. 8. Dans le code pénal, il faut introduire un paragraphe punissant comme crime contre l'État n'importe quelle brimade contre les ouvriers pour cause de critique, de proposition personnelle ou de vote [...]. 10. Il faut laisser intactes les décisions inspirées par Lénine au XI^e congrès du parti concernant le droit de grève dans les industries d'État. En ce qui concerne le droit de grève dans les industries concernées, il faut le mettre sur le même plan que s'il s'agissait d'un particulier. »

Enfin, est réaffirmée vigoureusement la souveraineté des organes soviétiques de démocratie directe : « Les camarades élus à des postes très importants de direction du travail soviétique sont remplacés au premier différend avec le président du soviet, et encore plus vite si ce différend se produit avec le secrétaire du comité régional du parti ; de cette manière, l'éligibilité en fait est supprimée ; la responsabilité directe vis-à-vis des ouvriers diminue. Il est nécessaire [...] de transformer les soviets des villes en de véritables organes du pouvoir prolétarien, instruments destinés à entraîner de larges masses des travailleurs à la tâche de

direction dans la construction socialiste. Réaliser, non en paroles mais en fait, le contrôle de la part des soviets des villes sur le travail du comité exécutif départemental et des organes qui leur sont subordonnés. »

En revanche cette plate-forme ne remet pas en question « la situation de parti unique qu'occupe le PC de l'URSS ». Elle se contente de souligner que cette situation, « absolument indispensable à la révolution, crée aussi une série de dangers particuliers » : « Le XI^e congrès du vivant de Lénine indiquait ouvertement qu'il existait à cette époque déjà des groupes importants de gens (parmi les paysans riches, les couches supérieures de fonctionnaires, les intellectuels) qui appartiendraient aux partis socialiste-révolutionnaire, menchevique, si ces partis étaient légaux. »

La plupart des points qui constitueront ultérieurement le programme de la révolution politique se trouvent donc, plus ou moins développés, dès 1927, dans la plate-forme de l'Opposition. C'est normal. L'appel à la révolution politique sanctionne la transformation de quantité en qualité dans la dégénérescence bureaucratique. Il ne s'agit pas de renverser une nouvelle classe, mais d'un changement de méthode dans la lutte contre la bureaucratie. Les voies de la réforme et du redressement de l'intérieur du parti sont épuisées. La tâche centrale devient désormais celle du « renversement de la bureaucratie thermidorienne elle-même. »

Pendant les grandes grèves de l'été 1980, les ouvriers polonais ont confirmé à leur façon que le régime bureaucratique n'est pas réformable. À la proposition de réformer le syndicat officiel, ils répondent que ce syndicat fait corps avec l'appareil d'État et revendiquent leur propre syndicat, « indépendant et autogéré ». Le parti et l'appareil d'État en tant que tels ne

sont pas plus redressables que le syndicat. La caste bureaucratique doit être renversée.

Le programme de la Révolution politique n'est donc pas un programme particulier, soudain mis à l'ordre du jour par la victoire consommée de la contre-révolution bureaucratique. Il n'est que le prolongement de notre programme fondamental de lutte pour la dictature du prolétariat et la démocratie socialiste, défendu par des moyens révolutionnaires face à la dictature de la caste bureaucratique.

3. Révolution politique et démocratie socialiste

« La nouvelle montée de la révolution en URSS commencera, sans aucun doute, sous le drapeau de la lutte contre l'inégalité sociale et l'oppression politique. À bas les privilèges de la bureaucratie ! À bas le stakhanovisme ! À bas l'aristocratie soviétique avec ses grades et ses décorations ! Une plus grande égalité dans le salaire de toutes les formes de travail ! La lutte pour la liberté des syndicats et des comités d'usine, pour la liberté de réunion et de presse, se développera en lutte pour la renaissance et l'épanouissement de la démocratie soviétique. »

Cette prévision de Trotski dans le programme de transition s'est trouvée pleinement vérifiée par les faits. Les grandes luttes ouvrières de Berlin-Est en 1953, de Hongrie en 1956, de Shanghai en 1967, de Tchécoslovaquie en 1968-1969, de Pologne surtout en 1956, 1970, 1976 et 1980, ont développé et enrichi ces lignes de force de la révolution politique.

Les vingt et une revendications élaborées en août 1980 par les grévistes de Gdansk en sont la plus récente et la plus claire illustration. Elles font une place importante à la question des inégalités et des privilèges bureaucratiques : contre les prix commerciaux et les ma-

gasins spéciaux, pour l'alignement des allocations familiales sur celles des fonctionnaires de l'armée et de la police... Lors des négociations, certains dirigeants de la grève ont même fait sursauter leurs interlocuteurs en posant le problème tabou de la « nomenclature ». Au chapitre des revendications démocratiques, on trouve en première place l'exigence du syndicat libre, du droit de grève, du droit de réunion, du droit à l'information.

Dans les pays capitalistes, les revendications démocratiques, si importantes soient-elles, ne débordent pas le cadre des libertés formelles. Ainsi, la liberté de la presse s'y réduit en pratique à la liberté pour l'entreprise privée de presse, qu'elle ait nom Springer ou Hersant, de fabriquer l'opinion à coups de gros sous. Dans une société bureaucratique fondée sur l'étatisation des moyens de production, la liberté de la presse signifie non pas la renaissance des moyens privés d'information, mais plus directement la possible multiplication de bulletins ouvriers et d'organes syndicaux, en un mot, la voie ouverte à « la renaissance et l'épanouissement de la démocratie soviétique ».

Toutes les grandes luttes antibureaucratiques depuis la Seconde Guerre mondiale ont mis sur le tapis les mêmes questions : indépendance du syndicat par rapport au parti et à l'État, droit de grève et droit à l'information, suppression de la censure et de la police politique, renaissance des comités et conseils ouvriers, maintien de la propriété collective des moyens de production et de la planification. Quand ils entrent en action, les travailleurs renouent avec les formes de lutte les plus avancées (centralisation des conseils ouvriers à Budapest en 1956, commune de Shanghai en 1967, coordination des comités de grève de la Baltique en 1980). S'il y a gaspillage et pénurie, le travailleur ne peut pas se résigner devant

le mécanisme opaque et mystérieux du marché. S'il y a dysfonctionnement, c'est que le plan est mal fait, que ses responsables sont incompetents ou corrompus. La nécessité du contrôle ouvrier sur la production et sur le plan s'impose comme une réponse naturelle.

Dans le programme de la révolution politique, un sort particulier doit être fait à la question du pluralisme politique, c'est-à-dire du droit à former plusieurs partis politiques.

Le 14 novembre 1956, le conseil central ouvrier du Grand Budapest inscrivait au point 7 de sa plate-forme : « Nous exigeons l'abolition du système unipartite et la seule reconnaissance des partis se fondant sur le socialisme. » De même, dans leur *Lettre ouverte au Parti ouvrier polonais*, Kuron et Modzelewsky revendiquaient que soit instaurée la « pluralité des partis ».

Sur cette question cruciale, la position de Trotski a évolué entre la rédaction de la plate-forme de l'Opposition de gauche en 1927 et la rédaction de *La Révolution trahie* et du *Programme de transition* en 1936-1938. Dans le *Programme de transition*, il écrit : « La démocratisation des soviets est inconcevable sans la légalisation des partis soviétiques. Les ouvriers et les paysans eux-mêmes, par leurs libres suffrages, montreront quels partis sont soviétiques. »

Cette position est la seule cohérente, non seulement pour le programme de la révolution politique après 1933, mais pour la lutte de l'Opposition contre la dégénérescence bureaucratique dès 1924.

En effet, comment mener bataille pour la démocratie dans le parti, pour le rétablissement des droits de tendance et de fraction, suspendus à titre exceptionnel à l'occasion du X^e congrès, sans aller jusqu'au droit à la séparation, au droit à fonder un parti distinct. Y

renoncer c'est se lier d'avance les mains : la logique du parti unique est inéluctablement celle de l'étouffement des divergences qui surgissent en son sein, car elles portent en germe l'éventualité d'un nouveau parti.

Mais la rectification, opérée par Trotski à partir de 1933, n'est pas superficielle ou de pures circonstances. Dans *La Révolution trahie*, il en développe clairement les fondements théoriques et politiques : « Autant de mots, autant d'erreurs, et parfois davantage ! Comme si les classes étaient homogènes ! Comme si les frontières étaient clairement délimitées une fois pour toutes ! Comme si la conscience d'une classe correspondait exactement à sa place dans la société ! La pensée marxiste n'est plus ici qu'une parodie [...]. À la vérité, les classes sont hétérogènes, déchirées par les antagonismes intérieurs, et n'arrivent à leurs fins communes que par des luttes de tendances, des regroupements et des partis. On peut reconnaître avec quelques restrictions qu'un parti est une fraction de classe. Mais comme une classe est faite de nombre de fractions – les unes regardant en avant, les autres en arrière – la même classe peut former plusieurs partis [...]. S'il n'y a pas de classes dans la société soviétique, elle n'est pas moins, mais de beaucoup plus hétérogène et complexe que le prolétariat des pays capitalistes et peut par conséquent offrir un terrain nourricier bien suffisant à plusieurs partis. »

Il faut bien réfléchir à cet extrait. L'unité de la classe ouvrière n'est pas une donnée naturelle. Elle ne se décrète pas. Elle est à construire à travers la lutte entre formations politiques. Toute tentative de bloquer ce métabolisme aboutit à la paralysie de l'organisme social.

Maintenant, pourquoi Trotski dit-il que la démocratisation des soviets est inconcevable sans le droit au pluripartisme ? C'est que ce

droit à former des partis politiques pour défendre un programme, proposer des choix sur les questions centrales du plan ou sur les problèmes de politique internationale, est bien la condition *sine qua non* de la souveraineté des soviets. Sans la possibilité de choisir, sans la confrontation de programmes alternatifs sur des sujets importants, les conseils ouvriers se videraient de tout contenu et deviendraient des formes vides, simples courroies de transmission des volontés de la bureaucratie. Le pluripartisme est un argument clef de la réponse que nous apportons aux critiques du système soviétique formulées par les néoréformistes d'inspiration austromarxiste ou euro-communiste. Ils prétendent qu'une pyramide de soviets revient à subordonner les points de vue corporatifs et fragmentaires des conseils locaux au pouvoir réel et absolu du parti unique, seul dépositaire d'une vision d'ensemble et d'une volonté collective.

Ce serait vrai, si les conseils d'usine et de quartier ne pouvaient qu'apporter leur témoignage limité. C'est faux dès lors que s'instaure une dialectique de la démocratie soviétique, les conseils pouvant se prononcer et élire entre différents programmes et différentes options.

C'est pourquoi la souveraineté des conseils centralisés, l'autogestion et le pluripartisme, l'indépendance des syndicats, le droit de fraction et de tendance dans le parti, font pour nous système. Ils sont, indissociablement, le contenu démocratique concret de la dictature du prolétariat, c'est-à-dire la démocratie socialiste.

Après la Seconde Guerre mondiale, il y eut naissance de nouveaux États ouvriers, en Yougoslavie, dans les démocraties populaires, en Chine, puis au Vietnam et à Cuba.

Nous avons caractérisé ces États ouvriers comme des États ouvriers bureaucratiquement

déformés dès l'origine, dans la mesure où le pouvoir prolétarien n'y a jamais revêtu la forme d'une large démocratie soviétique, et où les partis au pouvoir ne défendaient pas un programme d'extension de la révolution à partir des intérêts de la révolution mondiale.

Si l'on considère ces nouveaux États ouvriers comme la simple extension du système bureaucratique existant en URSS, si on les définit comme de simples appendices de ce système, alors la révolution politique, la nécessité d'un renversement violent de la caste au pouvoir, est d'emblée à l'ordre du jour.

C'est vrai pour les pays dits du glaciaire : la Hongrie, la Bulgarie, la Roumanie, la Pologne, la Tchécoslovaquie. C'est différent pour les pays qui ont connu une véritable révolution de masse même si elle n'a pas revêtu la forme « classique » de l'organisation soviétique : en Yougoslavie, en Chine, au Vietnam, à Cuba. À ces États ouvriers, il faut s'efforcer d'appliquer la méthode élaborée par Trotski à propos de l'URSS, pour juger précisément, à chaque étape, le degré de cristallisation bureaucratique et déterminer les tâches des révolutionnaires.

Concrètement, doit-on appeler à la lutte ouverte et au renversement des directions en place le jour même de l'instauration des États ouvriers ? Au renversement de Tito en 1945 ? Au renversement de Mao dès 1949 ? Au renversement d'Hô Chi Minh dès 1954 ? Peut-on les dénoncer comme des contre-révolutionnaires le jour même où ils font la révolution, souvent au terme d'une lutte longue et difficile ?

À part pour des sectaires incurables, la question apparaît grotesque.

Nous devons prendre en compte deux facteurs.

D'une part, les directions yougoslave, en

1945, chinoise, en 1949, vietnamienne, en 1946-1954, font une révolution. Elles sont des directions révolutionnaires légitimes aux yeux des masses d'ouvriers et de paysans opprimés. Même sous des formes paternalistes, en l'absence de conseils et d'un parti démocratique, elles ont tissé avec ces masses des liens étroits à travers une lutte prolongée.

D'autre part, ces directions connaissent déjà des déformations bureaucratiques. Elles ont été éduquées dans le cadre du Komintern stalinisé. Elles ont reproduit dans leur parti le modèle de la discipline bureaucratique. Elles ne disposent pas d'un programme politique conséquent d'extension de la révolution mondiale contre l'impérialisme et la bureaucratie. Elles subissent la pression énorme de l'État ouvrier bureaucratiquement dégénéré qui existe déjà en URSS. Toutes les conditions sont donc réunies pour qu'elles parcourent de façon accélérée le processus thermidorien qui s'est développé en URSS entre 1924 et 1933.

À une différence près cependant. La bureaucratization en URSS s'est produite dans un contexte d'isolement croissant de l'État ouvrier et de défaites accumulées de la révolution mondiale. Inversement, après 1945, l'heure est à la formation de nouveaux États ouvriers et de montée de la révolution mondiale.

Tout au long des années cinquante, les directions chinoise, yougoslave, vietnamienne, restent profondément liées aux masses et à leurs mobilisations. Chacune s'aventure dans la voie de l'édification socialiste selon le modèle soviétique de priorité absolue à l'industrie lourde et de collectivisation accélérée du sol. Chacune doit reculer, parce que les conditions politiques que traduit le modèle soviétique n'existent pas encore. La priorité absolue à l'industrie lourde dans sa version stalinienne ; c'est l'accumulation primitive de la bureaucratie triomphante.

Elle consacre l'écrasement de la paysannerie par la collectivisation forcée et l'atomisation des consommateurs par l'étouffement de toute activité autonome des masses.

En voulant copier ce modèle alors que les liens avec les masses restent vivaces et que la contre-révolution politique n'a pas eu lieu, les PC chinois et vietnamien, notamment, déclenchent une forte résistance sociale. La Chine et le Vietnam de 1956 ne sont pas l'URSS de 1931. Dans les deux pays, des révoltes éclatent et les deux directions doivent battre en retraite, réduire le mouvement de coopérativisation forcée des campagnes, trouver un équilibre pragmatique entre « l'industrie pour guide et l'agriculture comme base ». Déjà, la direction yougoslave avait dû décollectiviser la terre au début des années cinquante.

En Chine, c'est à partir de 1958 la tentative éphémère du grand bond en avant, puis la navigation à vue avec les plans modestement annuels sous Liu Shaoqi, puis la révolution culturelle. Au Vietnam, la crise de 1956 provoque, fait alors unique, une autocritique publique du PC par le biais d'un discours de Giap.

Les partis d'origine stalinienne qui ont dirigé dans leur pays une révolution victorieuse ont généralement été caractérisés dans les documents de la IV^e Internationale comme des partis centristes bureaucratiques. La résolution unanime du congrès mondial en 1951 (avant la scission) disait à propos de la Yougoslavie : « Si le stalinisme peut être défini comme la subordination des intérêts des travailleurs de chaque pays à ceux de la bureaucratie soviétique, le PC yougoslave, à partir de 1951, a pris une orientation qui l'a conduit à la rupture de 1948. Il cessait par là d'être un parti stalinien au plein sens du terme. »

Parler de centrisme bureaucratique signifie qu'il faut dès lors suivre les modalités spéci-

ques de consolidation de la bureaucratie dans le pays, la cristallisation de ses propres intérêts nationaux, en appliquant la méthode de Trotski à propos de l'URSS. Quand les changements qualitatifs se sont-ils produits ? Le cas où la continuité de méthode est la plus claire dans les documents officiels de la IV^e Internationale, est celui de la Chine. Dans le document du congrès de réunification de 1963, il est dit : « [...] Le conflit sino-soviétique est un témoignage de plus que l'extension et la victoire de la révolution socialiste sont incompatibles soit avec le stalinisme sous la forme qu'il avait du temps de Staline, soit avec les intérêts de la bureaucratie soviétique sous la direction de Khrouchtchev, même quand ce mouvement révolutionnaire se trouve contrôlé par une direction bureaucratique [...]. Dans cette même période, les dirigeants chinois, ayant triomphé après plus de vingt années de vicissitudes, partageaient avec un bas niveau de forces productives et se trouvaient sans cesse en butte aux assauts de l'impérialisme, de l'impérialisme américain en premier lieu, qui voyait dans la République populaire un nouveau pôle révolutionnaire et un obstacle à ses ambitions dans le Pacifique. Sans formuler des objections de principe à la recherche des accords avec les États capitalistes, les dirigeants chinois devaient néanmoins faire l'expérience qu'il s'agissait là pour eux d'une perspective très peu réaliste et, plus encore, que le risque existait que les accords soient conclus entre Moscou et Washington au détriment de certains intérêts de la République populaire de Chine. Ils furent amenés à orienter leur cours beaucoup moins vers la recherche d'accords avec l'impérialisme qu'à la poursuite d'une politique visant à l'affaiblir. Il faut ajouter que la direction du PC chinois se trouve plus proche de la pression d'une révolution vivante, qui a triom-

phé, il y a quatorze ans, alors que les dirigeants de la bureaucratie soviétique représentent une bureaucratie qui a consolidé son pouvoir depuis près de quarante ans. La cause fondamentale du conflit sino-soviétique réside précisément dans les nécessités différentes des deux directions : l'une exprimant les besoins d'une bureaucratie repue à la tête d'un pays économiquement développé, l'autre se trouvant à la tête d'une société encore très pauvre et qui ne peut compter sur une aide importante de l'URSS. La recherche d'accords et surtout d'un accord global avec l'impérialisme de la part de la bureaucratie soviétique s'oppose de la part des dirigeants chinois à la recherche d'une aide accrue et de meilleures défenses face aux fortes pressions de l'impérialisme. »

Deux ans plus tard, lors du VIII^e congrès mondial de 1965, la même position était reconduite dans le document adopté sur « le conflit sino-soviétique et la crise du mouvement communiste international » :

► Dans le domaine de la politique économique, « en dépit [...] de ses zigzags empiriques, le groupe Mao s'est montré capable d'entreprendre une réorientation et de renoncer au modèle stalinien qui insistait excessivement sur l'expansion de l'industrie lourde à n'importe quel prix. »

► Dans les rapports avec les masses, « la direction Mao ne s'est pas engagée dans des crimes monstrueux sur une grande échelle [...]. Elle a cherché à empêcher que la bureaucratie ne se distingue de façon trop flagrante, et elle l'a fait sous le drapeau de l'égalitarisme que Staline avait dénoncé comme une conception petite bourgeoisie ».

► « Le Parti communiste chinois ne peut être considéré comme un parti stalinien au sens strict du terme, c'est-à-dire subordonné dès les années vingt à la direction bureaucratique du

Kremlin [...]. Le bureaucratisme en Chine n'est pas le même que celui qui se développa en Union soviétique sous la forme d'une caste puissamment consolidée.»

En conclusion : « Les différences entre le stalinisme et le maoïsme sont impliquées dans le conflit sino-soviétique et constituent un élément important de notre appréciation pour permettre aux révolutionnaires de déterminer le côté auquel il vaut mieux donner son soutien critique pour faire progresser la révolution mondiale. »

Il faut attendre la résolution du IX^e congrès mondial (1969) pour trouver un appel explicite à la révolution politique en Chine : « L'expérience de la révolution culturelle démontre une fois de plus qu'en Chine également la bureaucratie ne peut être éliminée par des réformes. La fin des années soixante marque bel et bien un tournant qualitatif dans le processus de déstalinisation bureaucratique en Chine. Il n'est pas fortuit que l'écrasement de la révolution indonésienne en 1965 ait coïncidé avec l'ouverture de la Révolution culturelle et l'engagement d'une épreuve de force décisive en Chine même. Le coup d'arrêt de 1967, après la Commune de Shanghai et la restauration de l'appareil d'État sous l'égide de la « triple alliance », constitue un seuil dans la consolidation de la bureaucratie et son autonomisation par rapport aux masses. Ce changement est perçu par la bourgeoisie à l'échelle internationale, et la sortie de « quarantaine » avec la visite de Nixon en 1972 (aux dépens de la révolution indochinoise) met fin aux zigzags de la politique internationale chinoise, de façon comparable au pacte Staline-Laval de 1935. Désormais cette politique n'oscille plus, mais suit un cours systématiquement contre-révolutionnaire à Ceylan, en Iran, au Soudan, jusqu'à la théorisation des « trois monde » qui

privilégie l'alliance avec l'impérialisme américain contre le « danger principal » de la « superpuissance » soviétique.

On peut donc considérer qu'à la fin des années soixante, la contre-révolution bureaucratique est consommée en Chine, et que le renversement révolutionnaire de la caste au pouvoir est à l'ordre du jour.

Pour chaque révolution, une analyse spécifique est nécessaire.

Dans le cas du Vietnam, cinq ans seulement après la victoire contre le régime Thieu au Sud, et alors que le blocus et la pression impérialistes restent constants, il est difficile de dire que la direction du PC vietnamien a perdu toute légitimité pour s'opposer frontalement aux besoins des masses. Dans une situation économique difficile, les déformations bureaucratiques sont considérables, mais le sont-elles davantage qu'en URSS en 1927 ? Il faudrait pour l'établir une étude aussi minutieuse de la société vietnamienne que celle de la société soviétique produite par Trotski dans *La Révolution trahie*. Le XI^e congrès mondial de la IV^e Internationale (1980) a laissé à juste titre la question ouverte.

Dans le cas de Cuba, les déformations bureaucratiques sont également indéniables, de même que la dépendance écrasante envers l'économie soviétique et la menace constante de l'impérialisme américain. Mais la direction du PC cubain, dont la composante castriste s'est forgée en dehors des cadres staliniens, n'a jamais fait sienne la théorie du « socialisme dans un seul pays » et n'a jamais renoncé, pour peu que les conditions s'y prêtent, à une extension de la révolution en Amérique latine et dans les pays coloniaux. La discussion doit donc se poursuivre.

Dans les cas de la Chine et de la Yougoslavie, des différences d'appréciations peuvent

exister sur les étapes de la dégénérescence bureaucratique. Mais des divergences éventuelles à ce propos ne sont pas déterminantes quant aux tâches, s'il est clair que nous avons un programme mondial à défendre (et non seulement des programmes nationaux) y compris dans le cadre d'une révolution victorieuse.

Pour Trotski, en 1933, la nécessité d'une nouvelle Internationale et l'appel à la révolution politique coïncidaient parce que le Parti bolchevique avait été la force motrice de la III^e Internationale. Depuis, il y a eu des révolutions victorieuses, sans que leurs directions offrent un programme alternatif d'ensemble pour le développement de la révolution mondiale, avec sa sanction organisationnelle indispensable : l'appel à créer une nouvelle Internationale. La seule tentative limitée dans ce sens fut, à l'échelle continentale, la convocation par les Cubains de la conférence de l'Olas en 1967.

Nous défendons un programme global d'extension de la révolution mondiale, de défense de la démocratie socialiste face à la dégénérescence bureaucratique, de construction d'une Internationale révolutionnaire. Nous défendons ce programme par la voie de la réforme dans les États ouvriers où le processus de dégénérescence bureaucratique n'est pas achevé, par les voies de la révolution politique dans les États ouvriers où la contre-révolution politique a triomphé. Dans chacun des cas nous cherchons à nous doter des moyens organisationnels appropriés pour traduire ce programme en propositions concrètes d'action. Ainsi, serait-il possible à Cuba de défendre la nécessité de réformes démocratiques, comme le fit l'Opposition de gauche en 1927 en URSS, sans qu'il soit pour cela nécessaire d'appeler au renversement de la direction, à la révolution politique.

Pour terminer, il faut aborder une question qui a été posée dans des débats récents : la

défense des États ouvriers contre toute entreprise de restauration capitaliste ne peut-elle pas devenir contradictoire avec la lutte pour la révolution politique ?

Le rétablissement du capitalisme en URSS et en Chine, la réintégration de ces pays dans le marché capitaliste mondial porterait un coup au prolétariat et signifierait une détérioration du rapport de force entre les classes à l'échelle de la planète. Mais il faut dire clairement ce qui menace et affaiblit l'impérialisme : c'est l'existence de rapports de production non capitalistes sur un tiers de la planète et non pas la bureaucratie dont la politique mine la défense des États ouvriers au lieu la renforcer.

Face à une menace réelle de l'impérialisme, le meilleur rempart pour les États ouvriers (c'est-à-dire pour défendre les acquis réels de la révolution : la collectivisation des moyens de production, la planification de l'économie), c'est la mobilisation internationaliste de la solidarité prolétarienne et non pas les manœuvres diplomatiques ou militaires de la bureaucratie. Toute initiative de la bureaucratie a des effets contradictoires même lorsqu'elle semble porter un coup immédiat à l'impérialisme. L'extension des rapports de production non capitalistes aux pays du glacis après la Seconde Guerre mondiale porte bien un coup à l'impérialisme, mais elle démobilise la classe ouvrière, divise l'Alle-

magne, contribue à geler pour des décennies la révolution prolétarienne en Europe, dans la mesure où les méthodes de la bureaucratie et la caricature de socialisme qu'elle offre représentent un puissant repoussoir.

Les effets négatifs de l'intervention en Afghanistan sur la conscience du prolétariat mondial, ne sont pas compensés à 10 % par les coups militaires immédiats portés aux guérillas réactionnaires des chefs féodaux.

Ces initiatives ne correspondent pas à une politique révolutionnaire et internationaliste d'extension de la révolution. Elles visent à rétablir et maintenir le statu quo. Elles répondent au déclenchement de mouvements sociaux qui échappent au contrôle de la bureaucratie, et ont pour but de rétablir l'ordre à l'avantage des intérêts étroits, immédiats de la bureaucratie.

C'est pourquoi la défense des États ouvriers – entendue comme la défense des acquis révolutionnaires distincts des intérêts bureaucratiques – ne peut pas devenir un argument conservateur. La défense de l'État ouvrier n'est qu'un aspect subordonné au développement d'ensemble de la révolution mondiale. Aussi, en même temps que nous défendons l'État ouvrier face à l'impérialisme, nous poursuivons sans trêve ni compromis la lutte pour la révolution politique, y compris dans les moments les plus difficiles, ceux de Stalingrad ou

de la guerre froide. Trotski l'indiquait sans ambiguïté dans un texte de 1939, où il envisageait l'hypothèse d'une offensive militaire de Hitler contre l'URSS : « Supposons qu'Hitler tourne ses armes contre l'Est et envahisse les territoires occupés par l'armée rouge. Dans ces conditions, les partisans de la IV^e Internationale, sans changer quoi que ce soit dans leur attitude par rapport à l'oligarchie du Kremlin, mettront au premier plan comme tâche la plus urgente du moment, la résistance militaire à Hitler. Les ouvriers diront : nous ne pouvons pas laisser Hitler renverser Staline, c'est notre tâche. Pendant la lutte armée contre Hitler, les ouvriers révolutionnaires s'efforceront de nouer des contacts aussi étroits que possible avec les simples soldats de l'armée rouge. Tandis que, les armes à la main, ils porteront des coups à Hitler, les bolcheviques léninistes mèneront en même temps une propagande révolutionnaire contre Staline, afin de préparer son renversement à l'étape suivante et peut-être même prochaine. »

La défense de l'État ouvrier n'implique donc nullement de choisir le camp de la bureaucratie. Nous demeurons sur le terrain de la lutte de classes internationale. Le seul camp que nous connaissions c'est celui du prolétariat mondial contre l'impérialisme et la bureaucratie. Vienne 1980